

peuple et culture

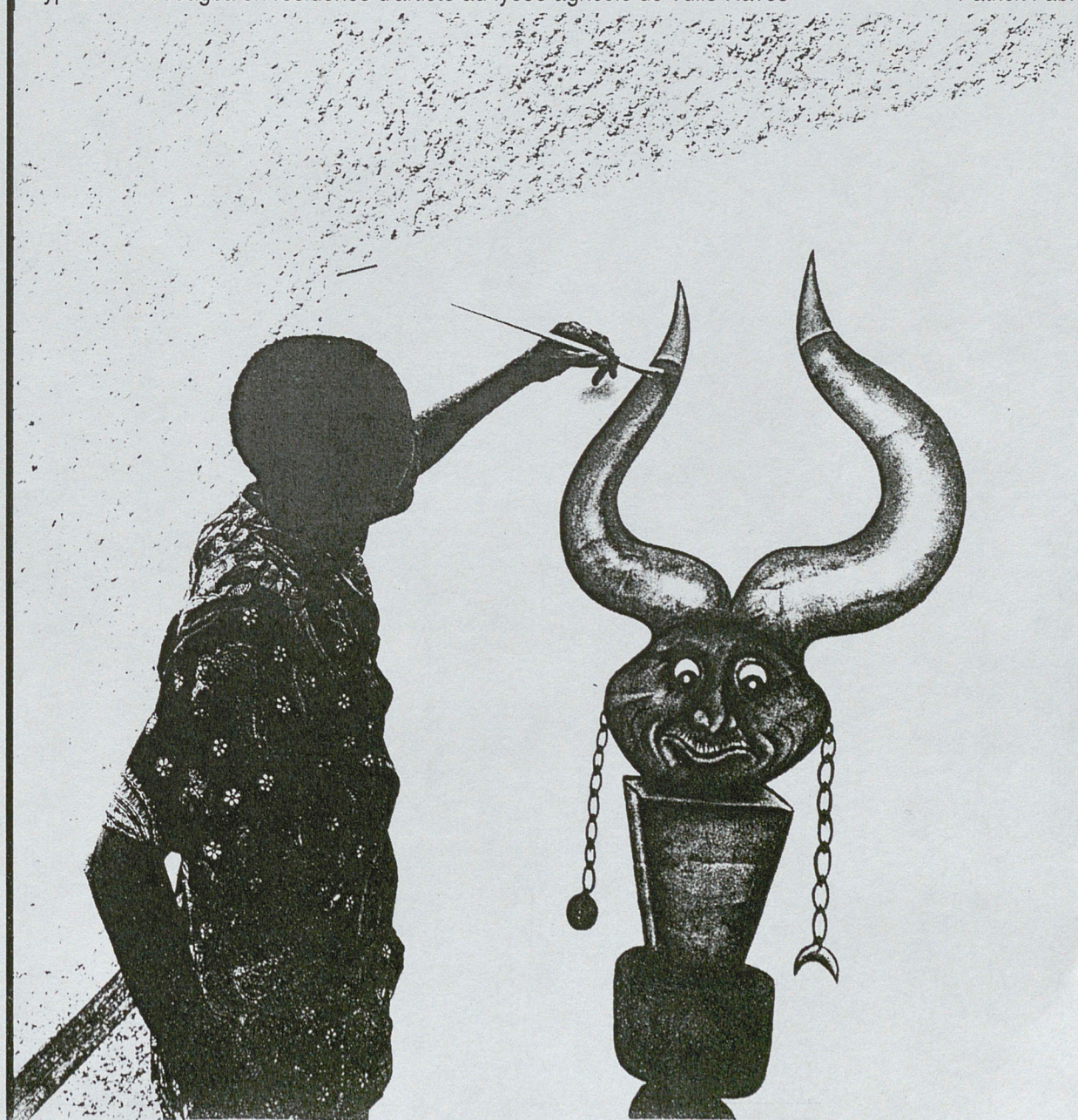
numéro 13 - été 1998

la lettre de

***Peuple et Culture sur le terrain :
les associations du secteur rural
la Maison des Jeux
les actions en direction des femmes***

Cyprien Tokoudagba en résidence d'artiste au lycée agricole de Tulle-Naves

Patrick Fabre



EDITORIAL

3

LES ASSOCIATIONS DU SECTEUR RURAL

Pour un monde rural lieu de création, de sociabilité et de solidarités	4 - 6
Les associations du secteur rural	6 - 7
Les exploitants ruraux font la fête	7
Cyprien Tokoudagba, des temples vaudous aux murs du lycée agricole de Naves	8

LA MAISON DES JEUX

Le jeu au service de la formation et de l'éducation du citoyen	9 - 10
---	--------

LES ACTIONS EN DIRECTION DES FEMMES

Egalité femmes hommes, le devoir d'agir	11
La formation politique des femmes, un enjeu démocratique	12

PLAIDOYER POUR LA DIGNITÉ HUMAINE

Hommage à Emmanuel Roblès	13
---------------------------	----

BREVES

14 - 15

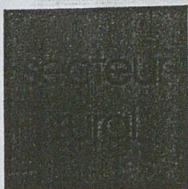


Ce numéro 13 de La Lettre de Peuple et Culture est un numéro "léger"
- à l'image d'une ambiance estivale -
mais important puisque rendant compte de réflexions et d'actions
menées sur le terrain par les différentes
associations membres de Peuple et Culture.

Du concret donc, autour de ce qui se fait par le très actif réseau rural,
par la Maison des Jeux de Grenoble et par trois associations en région
- Auvergne, Languedoc-Roussillon et Limousin - en direction des femmes.

Notre objectif, au travers de ce numéro, est de montrer que
malgré un contexte économique et politique loin d'être favorable au secteur associatif,
ce dernier reste actif, innovant et fidèle à ses missions éducatives
et de lutte contre toutes les inégalités.

Un numéro enfin, en harmonie avec la cuvée 95 de l'Université d'été
- pour laquelle le nombre d'inscription dépasse aujourd'hui la centaine -
qui, elle aussi, a choisi de favoriser la rencontre et la présentation d'actions de terrain
au travers de l'organisation, sur la moitié de sa durée, d'ateliers de pratique
à dominante artistique et culturelle tels qu'offerts
par les différentes associations Peuple et Culture à leurs publics. ■



Pour un monde rural de sociabilité

Réinventer l'alternative

On peut aujourd'hui s'interroger sur les alternatives rurales, agricoles en particulier. Depuis les années 70, un mouvement social important a permis l'occupation d'un espace rural délaissé, car jugé peu compétitif, reculé, "handicapé" naturellement par un modèle dominant de développement.

C'était l'époque où le productivisme avait le vent en poupe, où les agronomes scientifiques nous promettaient un monde sans famine et des conditions aisées pour le travail du paysan, devenu pour l'occasion exploitant agricole, et remettant du même coup son bon sens légendaire entre les mains du crédit agricole.

Ce modèle a pourtant maintes fois montré ses impasses sur les plans sociaux, économiques et écologiques, sans parler de la famine toujours présente aux côtés d'une "surbouffe" fade et dégradée. Aujourd'hui, pourtant, il trouve un sursaut d'existence grâce à la Politique agricole commune. Sursaut bien caricatural qui masque mal une décadence où la libre entreprise, moteur du "développement" devient prisonnière d'un carcan toujours plus étroit d'administration publique et de contrôles.

Le système s'asphyxie de lui-même mais tout le monde feint de ne pas s'en apercevoir de peur de remettre en cause les privilèges, les droits à produire qu'il instaure souverainement.

Toujours plus d'actualité, donc, l'alternative ?

Oui, bien sûr, mais les principes qui ont régi ce mouvement en milieu rural, les formes qu'ont pris les initiatives alternatives sont-ils toujours valables, ont-ils su évoluer, répondent-ils encore aux exigences d'une réelle alternative et, d'ailleurs, faut-il penser l'alternative dans les mêmes termes aujourd'hui qu'il y a quinze ou vingt ans ?

On peut schématiquement caractériser le principe de l'alternative agricole sur le plan écono-

mique : puisque la fonction productive n'est pas "rentable" là où nous sommes, prolongeons la en transformant notre produit et en le vendant. L'acte économique de transformation et de commerce compense financièrement celui de produire. En amont de la production, il s'agit de limiter les charges : endettement minimum, autoconstruction, récupération de matériel agricole démodé, etc.

Le problème était à l'époque, soit de faire de la résistance face à une évolution qui délaissait une partie de la population agricole (arrêt du ramassage de lait en montagne, par exemple), soit de reconquérir des paysages entiers laissés à l'abandon (Cévennes...). Depuis, le principe a fait tache d'huile et nombre de régions sont encore vivantes aujourd'hui grâce à ces initiatives.

Au fil des années, devant le rouleau compresseur du modèle dominant, les zones devenues marginalisées se sont étendues. L'alternative a dégringolé de la montagne pour s'installer en piémont et aujourd'hui en plaine ! Qui peut le plus peut le moins. Cette évolution s'accompagne aussi de la généralisation du tourisme : il est intéressant de constater que les cartes géographiques des zones délaissées et du tourisme se recouvrent à peu près et ont évolué ensemble dans le temps. Le tourisme a induit des effets pervers sur le foncier mais a aussi fourni un créneau dans la diversification et parfois un débouché commercial.

Le créneau sur lequel s'est engagé l'alternative se révèle limité et on voit alors se développer deux types d'attitude :

- l'une consiste à toujours être à l'affût de l'innovation et alors on assiste à une course à l'alternative de l'alternative : fromages divers, miel, foie gras, escargots ou élevages de tous poils ;

- l'autre rejoint insidieusement le système tant décrié, par une intensification, une spécialisation pour conserver sa compétitivité (élevages de chèvres, par exemple) : c'est la découverte du productivisme ! La concurrence est difficile et la diversification, la politique du « je fais tout moi-même »

lieu de création, et de solidarités

et l'inscrire dans la durée

qui étaient des atouts deviennent un handicap en confinant les nouveaux agriculteurs dans des horaires de travail quelque fois difficiles à tenir.

Que penser de l'état d'esprit général dans ce retour à la réalité du libéralisme économique ? Il faut dire que les organisations encadrant l'agriculture ont entre-temps compris l'intérêt de toutes ces innovations et, avec un décalage dans le temps, ont pris le train en marche et prônent la vertu de la diversification, lui donnent des moyens, la propose comme possibilité pour palier à la grave crise de l'agriculture, notamment vers la fin des années 80. On peut dire qu'il y a eu récupération (tant mieux, diront certains, cela prouve qu'on avait raison !) par le système dominant. Ce ne serait peut-être pas très grave si ce n'était pas une sorte de soupape de sécurité permettant de présenter une vitrine de nos terroirs, évidemment à mille lieux de la réalité.

Une conception des rapports entre les hommes

Mais à quelque chose récupération est bonne, puisqu'elle nous renvoie une caricature de notre image et nous interpelle sur le sens de nos entreprises. Doit-on succomber aux travers de notre temps qui veulent que chacun se recroqueville sur ses petits privilèges pour garder sa place au soleil ? Ou, au contraire, n'est-ce pas l'occasion de faire la différence, de montrer qu'au-delà de moyens économiques c'est toute une conception des rapports, que nous entretenons entre nous et avec notre environnement, qui est en jeu. En 20 ans, c'est une banalité d'écrire cela, les conditions du monde rural ont beaucoup changé et l'alternative imaginée alors touche aujourd'hui ses limites. Ce qui a répondu aux besoins d'hier n'est plus adapté aujourd'hui. Il ne s'agit pas d'évacuer d'un revers de la main tous les acquis, mais de les soumettre à une révision.

Avec la nouvelle PAC, personne n'est capable de prévoir les effets à long terme, l'impact social et l'impact sur le paysage : on navigue à vue au

Alternatives rurales, nouvelle formule

Six associations - Accueil Paysan, Asfodel, Avec, Avcp, Crefad et Reller* - ont repris la rédaction et se partagent donc maintenant, avec l'Union Peuple et Culture, la responsabilité d'*Alternatives rurales*, nouvelle formule.

Chaque numéro sera composé d'un feuillet commun dans lequel seront proposées les rubriques suivantes :

- Débats : des textes de réflexion générale écrits par des membres du réseau ;
- Dossier : pour approfondir un sujet commun à tous ;

- Réseaux : diffusion d'informations diverses sur les associations et acteurs du réseau.

De plus, seront insérées dans ce feuillet commun les *Lettres* ou *Bulletins de liaison* des six associations énumérées plus haut. Leurs adhérents recevront donc ce nouvel *Alternatives rurales*, tout comme les abonnés de la revue.

L'objectif de cette nouvelle formule et d'allier sujets de réflexion générale et éléments d'informations venant du terrain.

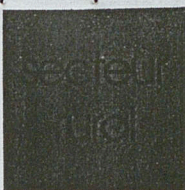
L'abonnement pour 4 numéros est de : 100 F (tarif individuel) ou 150 F (tarif soutien, collectivité, organisme et étranger). Il est à souscrire auprès d'*Alternatives rurales*, 9 rue de la Poste, 38000 Grenoble.

* - Avec et Avcp sont des associations en convention avec Reller ; les autres associations sont affiliées à l'Union Peuple et Culture.

gré des excédents ou de la demande mondiale.

Est-ce qu'on n'a pas tendance à tomber dans le même travers ? Ne doit-on pas reconsidérer notre métier de paysan, lâcher un tant soit peu les sacro-saints critères économiques pour regarder notre impact à nous et raisonner en termes de durabilité ? Durabilité par rapport à nous-mêmes (conditions de vie acceptables), par rapport aux autres (est-ce que je souhaite leur présence pour coopérer, ou est-ce que je redoute leur concurrence ?), par rapport à mon environnement (est-ce que je construis le paysage ou est-ce que je l'exploite ?).

➤➤



A partir du point de vue de la durabilité de l'agriculture et de son environnement sociologique et naturel on peut mettre en perspective toute une série de notions très en vogue actuellement dans les réflexions sur l'avenir de nos campagnes. La qualité, par exemple, mise en avant pour "sauver" les agriculteurs recèle bien des aspects contradictoires : qualité bactériologique d'un fromage avec, sous-jacent, le principe de stérilisation/standardisation ou, au contraire, l'expression des ferments propres à la personnalité d'un lieu ; produits issus de culture biologique, ou de culture traditionnelle, contrôlés ou pas, etc. Labels, protectionnisme économique ou expression d'un terroir ? Paysage, présentation bucolique du passé rural (pour touristes), ou véritable régulateur des éléments naturels façonnés conjointement par la nature et l'homme ? Diversification, pluriactivité, quelles convergences ou différences ?...

Retrouver sa place de paysan

Parallèlement, au niveau de nos fermes, nous devons reconsidérer notre rôle de ruraux : vivre à la campagne grâce à un créneau économique est une chose ; participer à l'entretien ou, plutôt, à l'élaboration du paysage par une activité agricole en est une autre, indispensable dans une perspective de durabilité. Et là, nous sommes disponibles pour assurer à la fois cette activité paysagère et l'activité avale de notre production, celle qui est "rentable". Dégager du temps et favoriser l'installation de collègues sont nécessaires à l'occupation constructive du territoire. On peut se demander s'il n'est pas temps de remettre en cause nos entreprises individualistes (remarquons que le groupe peut avoir des préoccupations très individualistes) et de redécouvrir une division du travail qui soit juste et permette à la fonction productive de

s'émanciper de contraintes économiques aliénantes pour se consacrer aussi au soin de l'environnement, bref, que l'exploitant retrouve sa place de paysan.

C'est tout un mouvement qui naît et qui s'intéresse au "faire ensemble" : produire, transformer ou vendre ensemble, tout cela est bon si on est capable de dépasser l'idée que l'union fait la force économique et de penser que les actes économiques doivent intégrer cette durabilité : à quoi sert, par exemple, la vente collective si nous allons toujours plus dans le sens du consommateur-roi exigeant la facilité à laquelle l'ont habitué les circuits de distribution classiques au lieu de le responsabiliser dans son acte d'achat (dessaisonnement des fromages de chèvre, emballages sophistiqués, etc.).

Il faut s'attaquer à la manière de pratiquer l'économie qui a mis en évidence nos limites : concurrence dans des marchés de créneaux qui vident de sens une démarche d'origine alternative devenue débrouillardise économique. Des initiatives existent, bien sûr, qui vont dans ce sens. Vendre différemment, partage du travail ou décroissance économique, coopération solidaire, financement "alternatif" ou, plutôt, responsable, etc. Elles méritent d'être connues ; mais, pour être reconnues, il faut que tout le flou qui entoure la nébuleuse de "diversification - transformation - vente directe - qualité" soit clarifiée ; il faut mettre à plat ces notions sujettes à ambiguïté pour ne pas tomber dans un ronron d'autosatisfaction sur l'alternative de récupération. Se relier pour réinventer l'alternative, la transformer pour l'inscrire dans la durabilité, pour nouer des liens sûrs avec une économie fraternelle et un territoire vivant.

Cet article est
extrait du numéro
57 d'Alternatives
rurales.

Pierre Dagallier, Relier



Les associations du réseau rural

Accueil Paysan
Regroupement d'agriculteurs pratiquant l'accueil à la ferme
Siège social :
9 rue de la Poste,
38000 Grenoble
Contact : Yasmine
Bardin au
76 87 18 75.

Asfodel
Association de forma-

tion et de développe-
ment rural appliqué au
local dont l'objectif est
d'apporter son soutien
aux initiatives de déve-
loppement
Siège social : Le
Pradel, 07170 Mirabel,
tél. : 75 36 74 34.

Crefad (Centre de
recherche, d'étude, de
formation à l'animation

et au développement)
Soutien, par la forma-
tion, aux initiatives de
développement et à
des regroupements de
professionnels ; forma-
tion au métier d'exploit-
ant rural
Siège social : 9 rue
Sous les Augustins,
63000 Clermont-
Ferrand
Contact : Serge Mevrel

au 73 31 50 45.

Peuple et Culture
Corrèze
Développement cultu-
rel, soutien à des
regroupements de pro-
fessionnels
Siège social :
rue Louis Mie,
19000 Tulle
Contact : Josette
Pouget au 55 26 32 25.

Peuple et Culture
Languedoc-Roussillon
Réseau régional de
soutien aux initiatives
associatives en milieu
rural : études, ingé-
nieri-
es, actions expé-
rimentales
Siège social : 6 rue du
Clos René, 34000
Montpellier,
tél. : 67 92 12 80.
Espaces IFAD
Mise en œuvre de pro-
grammes de forma-

Les exploitants ruraux font la fête

Partout on entend que le monde rural est en crise ; pourtant, certaines familles s'installent et développent des activités, un peu différentes il est vrai des modèles conventionnels que l'agriculture proposait jusqu'à maintenant. En combinant auto-construction et limitation des coûts à l'amont, vente directe et intégration éventuelle d'activités non agricoles (artisanat, services, etc.), les exploitants ruraux inventent une nouvelle pratique du métier d'agriculteur.

Pour promouvoir cette nouvelle forme d'activité en milieu rural, une formation "Exploitant rural" a été mise en place dès 1987 (formation diplômante assurée par le CFPPA du Pradel en Ardèche - Asfodel et le Crefad).

Qu'ils se nomment paysans, agriculteurs, restaurateurs, entrepreneurs, artisans ou bricoleurs, les membres du réseau Asfodel souhaitent partager expériences et idées avec le public comme avec les associations et organismes concernés par le développement des campagnes. C'est le but de la rencontre "Terre en vie, fête de la campagne vivante" organisée le dimanche 10 septembre (voir encadré ci-contre).

L'objectif est que ces rencontres se multiplient, que ces expériences se propagent pour que demain, dans les campagnes, les jeunes créent leur entre-

prise dans un milieu où ils ont choisi de vivre, pour que les activités nouvelles fourmillent et tissent un véritable tissu social, pour qu'enfin on ne parle plus de désertification et que le milieu rural devienne un lieu de prédilection pour inventer de nouveaux modèles sociaux et économiques.

Les exploitants ruraux d'aujourd'hui pour demain

Terre en vie

"Terre en vie, fête de la campagne vivante" aura lieu le dimanche 10 septembre de 9h à 19h à Darbres (07). A cette occasion, vous pourrez :

- rencontrer des exploitants ruraux et acheter leurs produits (fermiers et biologiques, artisanat...);
 - vous pourrez découvrir des savoir-faire et des nouvelles techniques (vieux métiers, énergies renouvelables, techniques de construction en matériaux naturels...);
 - enfin, vous pourrez discuter avec des professionnels, des chercheurs, des stagiaires et des formateurs.
- Avec les animations et les coins restauration, "Terre en vie" sera aussi une journée festive.
Renseignements : Asfodel, 75 36 74 34.

tion-développement,
accompagnement de
projets économiques,
sociaux et culturels
- place Elie Sermet,
BP 46, 11260 Espéras
Contact : Elyette
Bennon au 68 74 28 84
- Maison de l'Entreprise,
place Jules Ferry,
34190 Ganges
Contact : Jean
Auteroche au
67 73 64 05
- 10 bis rue de la Sous

Préfecture, 34700
Lodève
Contact : Jean-Pierre
Dargaud au
67 44 10 66
- 18 av. de Maurin,
34000 Montpellier
Contact : Richard Macia
au 67 92 30 36.

Peuple et Culture Puy-
de-Dôme
Soutien à des regroupements
de professionnels, accompagnement

de projets collectifs
Siège social : 3 rue
Gautier de Biauzat,
63000 Clermont-Fd
Contact : Inès Ullrich
au 73 36 05 36.

Relier (Réseau d'expé-
rimentation et de liaison
des initiatives en
espace rural)
Réflexion et soutien à
des regroupements de
professionnels, soutien
aux initiatives de déve-

loppement
Siège social : 9 rue de la
Poste, 38000 Grenoble
Contact : Anne
Parlange au
76 87 18 75.

Union Peuple et Culture
Tête de réseau
Siège social : 108 rue
Saint Maur,
75011 Paris
Contact Jean-Rémi
Durand-Gasselin
au (1) 49 29 42 80.



Cyprien Tokoudagba, des temples vaudous du Bénin aux murs du lycée agricole de Naves

1 - Histoires drôles traditionnelles en Limousin.
2 - Langue vernaculaire du Bénin.

La "résidence" avait bien mal commencé... Au "réfectoire" où Cyprien Tokoudagba et Madeleine Tessi, sa femme, prenaient leur repas au milieu des élèves, les rires et les jugements n'avaient pas tardé à fuser. Cyprien et Madeleine mangeaient avec les doigts et jetaient les déchets sous la table...

Rien d'étonnant avait déclaré Madame Lansade, proviseur du lycée, « mes élèves sont de jeunes ruraux qui n'ont jamais cotoyé, parfois même vu, "d'étrangers", qui ont rarement voyagé, et, bien sûr, les préjugés sont vite là. Et puis, on ne peut pas dire que l'époque soit à l'ouverture... ».

Pourtant, les rires et les jugements n'ont pas duré très longtemps. Ce ne sont pas les explications des adultes sur les différences culturelles, ni le rappel des modes de vie corréziens trois générations plus tôt - les cuisines en terre battue où chiens, chats, poules et petits porcs venaient sûrement manger les déchets tombés - qui les ont fait reculer. Non, ce type de

propos les a plutôt agacés...

Qu'est-ce qui a fait bouger les choses, alors, pour qu'assez vite ils aient pu regarder et voir au-delà des apparences ?

Didier Christophe, le professeur d'éducation culturelle du lycée agricole, avait conduit de très petits groupes dans l'atelier de Cyprien. Ils avaient été étonnés de la précision et de la rapidité de son tracé, de l'évolution de la toile et, sensibles à l'accueil chaleureux qu'ils avaient reçu, certains d'entre eux étaient revenus seuls le jours suivants pour voir ce qui avait changé. Le bouche à oreille a ensuite fonctionné très vite et les plus résistants ont commencé à regarder de l'extérieur - la curiosité était plus forte -, par la large baie vitrée qui donnait sur la campagne corrézienne. Impressionnés, ils l'étaient aussi par le fait que Cyprien travaillait toute la journée, de l'aube à la tombée de la nuit, et que Madeleine, elle, assise à même le sol, était capable de réaliser des statuettes en terre en utilisant seulement ses mains et un vieux couteau.

Au bout de trois semaines, une magie s'était opérée, l'atelier ne désemplassait pas ; c'était aussi un lieu de liberté où on pouvait entrer et sortir comme on le voulait poussé par la seule envie de regarder, de saluer ou d'écouter Cyprien, formidable conteur.

Mais les signes les plus forts d'une fraternité établie entre le couple béninois et les jeunes corréziens, ce fut au cours de la traditionnelle fête de fin d'année organisée par les élèves qu'ils apparurent. Entre les morceaux de hard rock ou d'accordéon traditionnel, les gnorles¹ en patois occitan, les chansons des années 60 et la remise des médailles sportives, Cyprien et Madeleine avaient, avec Sandrine, Myriam et

Kelly, chanté en langue Fon² des chansons qu'ils avaient répétées longuement les jours précédents, le temps pour les trois élèves d'approprier ce rythme et cette langue étranges.

« C'est une expérience forte pour ces jeunes, souligne Madame Lansade, une sensibilisation à l'art très particulière, différente de l'exposition qu'on déballe des cartons ou qu'on va voir ailleurs, et si on les avait plantés devant ces mêmes toiles en leur donnant seulement quelques explications, je crois qu'ils seraient complètement passés à côté. Tandis que là, ils ont vu l'évolution, le travail de l'artiste, la toile en train de se faire, toute sa genèse. Cela s'est fait peu à peu, avec du temps, avec un contact direct et le plus souvent profond. C'est une ouverture culturelle véritable parce que c'est intégré, cela fera partie d'eux-mêmes. C'est important aussi qu'ils aient pu, à cette occasion, cotoyer des personnes et des situations qui ne font pas partie de leur monde ».

En effet, deux élèves étaient venus me parler au début du vernissage au Musée du Cloître et, ignorant mon origine, l'un d'eux m'avait dit : « Vous savez Madame, l'artiste qui a fait ces peintures, Cyprien, il est chez nous à Naves, et nous on est venu pour lui faire plaisir, mais aussi parce que ça nous intéresse ».

Des rires plutôt racistes à la fierté d'appartenir à un lycée dans lequel un artiste africain avait travaillé, il y avait plusieurs semaines d'approche et de générosité réciproques.

Manée
Teyssandier



Cyprien Tokoudagba

Révéle au public lors de l'exposition "Les Magiciens de la terre" (présentée en 1989 au Centre Georges Pompidou et à la Grande Halle de la Villette), Cyprien Tokoudagba a commencé son parcours artistique par la réalisation de peintures et de sculptures dans les nombreux temples vaudous qu'abrite le Bénin. Cet itinéraire a largement imprégné son art, il y a pulsé toute sa thématique - représentation des divinités et de la symbolique vaudous -, pour créer plus librement, sur toile, ses propres signes et figures. Lui-même initié vaudou, il est profondément lié à l'histoire du royaume de l'ex Dahomey. C'est à Abomey, où il vit, que lors d'un voyage d'études au Bénin, Peuple et Culture Corréze découvrit son travail et que prit corps l'idée d'une résidence à Tulle.

Le jeu au service de la formation et de l'éducation du citoyen

L'exemple de la Maison des Jeux

La Maison des jeux*, association de la loi 1901, a pour objectif de faire connaître et de développer la pratique du jeu chez l'enfant, l'adolescent et l'adulte au travers d'initiations, de formations, d'expositions, de publications, de conférences et de manifestations publiques. Aux yeux de ses militants et permanents, la pratique du jeu a des effets multiples voire, pour les non-initiés, des effets "insoupçonnés" : convivialité, bien sûr, mais aussi réussite scolaire, tolérance et respect des différentes cultures, prévention de la délinquance et insertion sociale.

Si la convivialité du jeu n'a pas besoin d'être prouvée, ses autres effets nécessitent qu'on s'y arrête un peu.

L'enfant ne joue pas pour apprendre, il apprend parce qu'il joue

En milieu scolaire, les initiations multi-jeux - qui s'adaptent à tous les types d'établissements et peuvent se dérouler pendant ou hors temps scolaire - sont conçues dans la durée et impliquent des objectifs différents de ceux d'une animation ponctuelle. Bien sûr, il s'agit ici aussi de découvrir le monde des jeux et ses aspects culturels et historiques. Bien sûr encore, l'activité ludique est une activité où l'élève prend du plaisir et qui lui est nécessaire pour son développement. Mais, dans le cas de ce type d'intervention, et bien qu'il s'agisse toujours de jeu, ce qui importe ce sont les retombées formatrices de sa pratique, puisqu'en effet, ce sont les mêmes mécanismes intellectuels que ceux qui sont en jeu pour l'activité scolaire traditionnelle qui sont sollicités.

Ce qui est recherché au travers de ces actions, ce sont bien de véritables attitudes cognitives de l'ordre de la résolution de problèmes, de la concen-

tration, de l'adaptation à des situations nouvelles, de la stratégie, de la tactique, de la logique. Ces attitudes sont d'ailleurs d'autant plus faciles à obtenir de la part des élèves que le jeu est en général appréhendé sans aucun blocage, tant l'échec et le refus scolaires sont, la plupart du temps, oubliés lors de la pratique d'un jeu. Il n'est pas rare, en effet, d'observer chez des élèves en grande difficulté scolaire une capacité de concentration et un esprit logique qui surprennent plus d'un enseignant.

Du côté des enseignants, la pratique de jeux en classe permet de provoquer une rupture avec les schémas établis du rapport au savoir et de la relation enseignant / enseignés. Ainsi, l'enseignant est en capacité de porter un regard différent sur ses élèves et de favoriser la revalorisation d'enfants en difficulté. A partir de là, il est tout à fait possible d'opérer des transferts d'apprentissage dans les matières scolaires, l'initiation ludique pouvant d'ailleurs s'intégrer dans différents projets scolaires : jeux historiques, jeux mathématiques, jeux littéraires, invention de jeux scientifiques, fabrication de jeux, etc.

** La Maison des Jeux de Grenoble s'est associée depuis deux ans environ à Peuple et Culture Isère. Elle est actuellement en cours d'affiliation à l'Union.*



Édition

Lors de chacune de ses interventions, la Maison des Jeux donne au public l'envie de jouer sur place, mais aussi de continuer à jouer chez soi, en famille ou entre amis. Des règles écrites et des moyens de fabriquer des jeux sont souvent réclamés ; malheureusement, les documents de référence sur les jeux ne sont pas courants. La Maison des Jeux a donc choisi d'éditer des livrets regroupant l'histoire des jeux qu'elle présente, leurs règles et les techniques pour les fabriquer. Deux livrets sont actuellement disponibles dans la collection *Le monde des jeux* : "Jeux de l'antiquité" et "Billards traditionnels". Pour toute commande, s'adresser à la Maison des Jeux, 9 rue de la Poste - 38000 Grenoble - Tél. : 76 43 28 36.

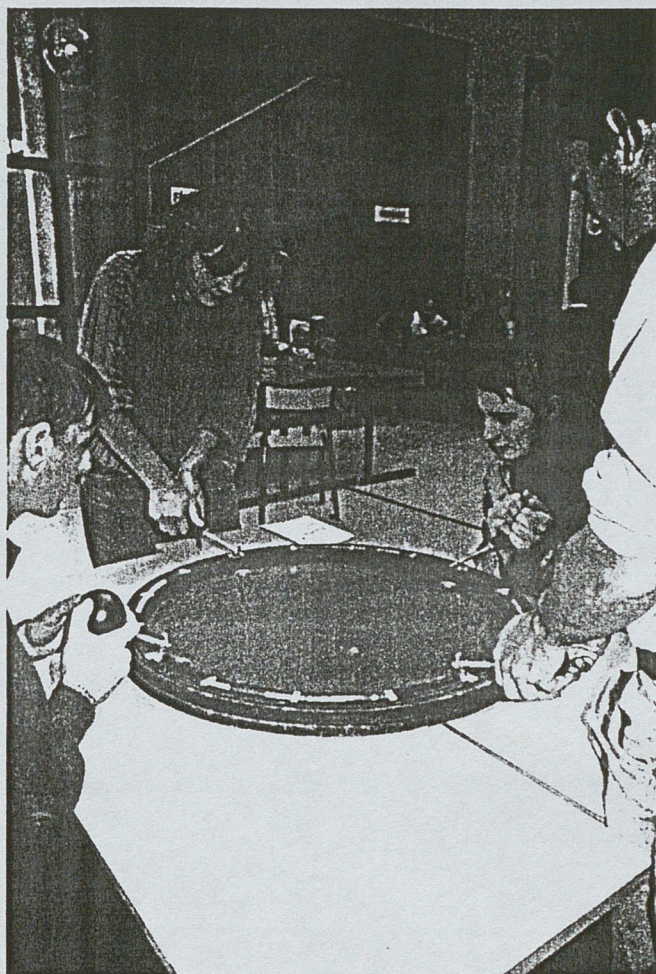


Photo Laurent Cruau

partie de billard Nicolas

➤➤ Enfin, si elles sont proposées dans l'enceinte de l'établissement mais en dehors du temps scolaire (de 12 h à 14h ou à la sortie des classes), les activités autour du jeu sont, en outre, un bon moyen pour que l'école continue de vivre en dehors des heures de cours sous la forme de clubs de jeux, prêts pour les familles, rencontres de parents d'élèves à l'occasion de soirées-jeux...

Le jeu, qu'il s'agisse d'initiation en établissement scolaire ou en structure de loisir, a aussi des effets intéressants en matière de comportement collectif et de découverte de soi et des autres. Il permet en effet la rencontre de différents adversaires, il favorise la découverte de la multiplicité des stratégies et les différentes réactions de ses partenaires de jeu. Il donne également l'occasion de se connaître au travers de situations sans cesse renouvelées.

Le jeu, enfin, dans le cas où il est fabriqué par les enfants eux-mêmes, évite l'animation-consom-

mation sans lendemain et peut également faire appel aux capacités créatrices et artistiques des enfants.

Le jeu, instrument d'action sociale

A côté de ses aspects éducatifs, le jeu est aussi un instrument d'action sociale. De fait, l'implantation d'un lieu de jeu dans un quartier permet aux habitants de se rencontrer autour d'activités de loisir valorisantes (soirées-jeux, tournois...), de briser l'ennui ou le désœuvrement de personnes seules ou sans activité, de retrouver un lieu convivial qui peut remplacer les longues soirées devant la télévision.

C'est aussi un instrument d'ouverture culturelle, toutes les cultures étant en possession d'un riche patrimoine ludique. Faire une partie d'Awélé avec un Africain, par exemple, permet un début de compréhension de ce que vit le continent africain, un aperçu d'une autre vision du monde, d'autres mécanismes de pensée. Les jeux sont le reflet de notre environnement social et personnel, de nos frustrations comme de nos joies.

Pour toutes ces raisons, en ayant choisi de créer un centre ludique à Grenoble, les initiateurs de la Maison des Jeux n'ont pas proposé une ludothèque supplémentaire, pas plus qu'un club de jeux pour passionnés, mais bien un lieu d'accueil pour tous, un lieu de ressources pour les acteurs sociaux et les structures éducatives, sociales et culturelles, un lieu de vie pour les familles, les jeunes et les moins jeunes, un lieu de rencontre pour tous les âges, toutes les cultures et toutes les couches sociales.

Le jeu, parce qu'il n'apprend pas de recettes mais qu'il développe des aptitudes, est indispensable à la lente conquête de l'autonomie et à la construction de l'identité.

Le go au Japon, comme les échecs en Russie, font partie des programmes scolaires. Il ne s'agit pas, en France, que l'école développe un seul type de jeu et sélectionne une élite, mais plutôt qu'elle fasse découvrir les richesses du patrimoine ludique mondial.

Le jeu fait partie intégrante de la culture au même titre que la musique, la littérature, le cinéma... Il doit retrouver sa place dans la vie de chacun, enfant comme adulte. De même que l'on ne connaît pas le cinéma quand on a vu seulement trois films, on ne peut deviner l'étendue du monde ludique à travers trois jeux. Le développement de la pratique des jeux devrait donc s'inscrire dans toutes les actions d'éducation du citoyen. ■

Egalité femmes hommes, le devoir d'agir

Pourquoi traiter spécifiquement de la "question des femmes" ? ou, plus exactement, pourquoi parler de la place des femmes dans la cité d'une manière particulière ? La question revient systématiquement, avec ses mille arguments pertinents : une telle attitude participe de la discrimination ; elle stigmatise les femmes ; il vaudrait mieux traiter globalement de l'autonomie et de la participation des personnes, quelles que soient leurs spécificités (jeunes, immigrés, handicapés, femmes) ; la véritable réponse réside dans une politique intensive de formation des individus à la prise de responsabilité dans tous les espaces de la vie collective. Tous ces arguments sont justes, intellectuellement et philosophiquement ; d'autres sont évoqués, plus pernicieux, voire culpabilisants : si les femmes veulent prendre une part active à la chose publique, qu'elles le fassent. En France, désormais, aucune loi ni réglementation discriminatoire n'a survécu aux travaux des législateurs pressés par les mouvements de femmes et les revendications féministes ; il existe même une loi anti-sexiste.

Oui, tout cela est vrai ! Seulement, les faits sont là, eux, indiscutables, désespérants d'immobilisme, voire de régression dans certains domaines et personne ne peut plus se contenter de réflexions théoriques qui ne résistent pas à l'analyse de la réalité. Et ces faits là ne sont pas acceptables. Pour qui ne sont-ils pas acceptables ? Pour bon nombre de femmes, tout d'abord ; un rapport d'enquête sur la place et le rôle des femmes en France, réalisée par le Service des Droits des femmes pour la conférence mondiale de Pékin, a mis en évidence que 66% des femmes estimaient l'égalité entre les sexes non réalisée. Inacceptables aussi, pour bon nombre d'hommes, des démocrates, qui ne conçoivent pas vivre dans une société où "la moitié du ciel" se trouve remise dans le sous-sol.

Est-il nécessaire de rappeler quelques chiffres français devant lesquels la question de l'engagement ne se pose plus, mais s'impose ? Dans le secteur privé et semi-public le salaire moyen des hommes dépasse celui des femmes de 27% ; 44% des salariés sont des femmes, 30% sont cadres ; environ 60% des hommes n'accomplissent aucune tâche

domestique ; les femmes représentent 53% de l'électorat mais ne sont que 6% parmi les députés, moins de 6% parmi les sénateurs et 17% parmi les conseillers municipaux ; les condamnations pour viol ont augmenté de 62% entre 1984 et 1991...

Les mouvements féministes, des chercheuses, des sociologues, des psychologues, des historiens, des ethnologues, des philosophes, des économistes et des politiques se sont attachés depuis une bonne cinquantaine d'années à analyser les causes d'une telle situation. Toutes les hypothèses ont été émises, argumentées et souvent vérifiées. Je ne les reprendrai pas ici ; il s'agit en fait de la conjonction d'un nombre important de facteurs relevant des disciplines évoquées plus haut. Et c'est cette conjonction, ce faisceau de causes, qui rend difficile l'intervention pour faire évoluer la situation. Si seulement, comme l'ont cru ou espéré quelques beaux esprits simplistes ou doux rêveurs, il suffisait d'intervenir de façon quasi instrumentale sur le bon levier pour changer les choses ! Les pays de l'ancien bloc communiste avaient cru agir structurellement sur la place des femmes dans la société par une politique volontariste d'égalité dans la formation initiale et l'emploi ; et nous, féministes occidentales, avons souvent rêvé devant ces images de femmes soviétiques ingénieurs dirigeant avec maîtrise d'immenses chantiers. Seulement, l'analyse des faits, la rencontre avec ces femmes, la lecture de certains de leurs cris d'alarme faisaient vite tomber le rêve ; l'ouverture de ces pays à notre regard enfin libre n'autorise plus aucune illusion : les femmes de ces pays sont dans la même situation que nous.

Un enjeu majeur pour l'évolution de la société

Voilà donc pourquoi nous nous devons - nous, mouvement d'éducation populaire - de placer sans cesse cette question dans l'actualité de nos interventions. Nos prédécesseurs l'ont souvent fait, de façon uniquement incantatoire et purement déclarative... Là encore, les faits le prouvent : peu, voire pas de femmes dans les instances de décision de Peuple et Culture des années 45-80. Le travail que nous avons fait cette année à l'occasion du cinquantième anniversaire ne peut laiss-





ser planer aucun doute : les rares femmes dont les mémoires se souviennent sont plus les compagnes des hommes-phares, leurs "fidèles collaboratrices" que les leaders de pensée et d'action. Notre héritage est lourd.

Et alors, me direz-vous - me dit-on souvent - comment faire ? Eh bien, tout d'abord, décréter et reconnaître qu'il y a là un enjeu majeur pour l'évolution de la société, une sorte de priorité à ne jamais abandonner. Il ne s'agit pas d'une seule déclaration d'intention mais plutôt d'une conviction à partager. Sur ce socle de conviction, tout mode d'action peut et doit se construire. Nous n'avons plus droit à de seules positions de principe.

Certains privilégieront la formation spécifique des femmes pour les accompagner dans la prise de responsabilité. D'autres mettront en place une politique systématique de quotas dans les lieux de pouvoir interne ou organiseront le soutien aux femmes qui ont

choisi de s'inscrire dans un parcours politique complémentaire à leur engagement associatif. D'autres encore opteront pour le débat public ou la vigilance active sur les réglementations et législations, une sorte de veille militante sur toutes les régressions possibles (droit du choix de procréation libre, par exemple...). D'autres, enfin, favoriseront les rencontres entre féministes de différents pays pour échanger les expériences.

Toutes les pistes sont bonnes à suivre... à condition d'en tirer régulièrement les leçons, d'en analyser les résultats, d'accepter de se remettre en question, d'entendre qu'il n'y aura pas une seule réponse adaptée mais une conjonction d'interventions fondées sur un volontarisme actif porté par les femmes et les hommes.

Laure Tougard



La formation politique des femmes, un enjeu démocratique

Les femmes restent très peu nombreuses dans la vie politique institutionnelle française et, même si elles sont toujours majoritaires dans les associations, elles y tiennent rarement les postes de direction. Par ailleurs, fait extrêmement grave, il est fréquent de constater que, nombre de celles qui sont parvenues à des postes de responsabilité dans les instances politiques et/ou associatives, en démissionnent ou ne renouvellent pas leur engagement.

De nombreux facteurs économiques, sociaux, culturels et psychologiques interviennent dans ce constat. Un certain nombre d'analyses de ces facteurs sont disponibles ; celles-ci - dressées notamment par des chercheuses

féministes - permettent d'affirmer qu'un des leviers décisifs pour casser cette spirale excluante réside dans la formation et l'accompagnement des femmes. Or la France traversant actuellement une période de sensibilisation à l'engagement politique - liée à ses échéances électorales -, il convient d'en "profiter" pour informer, former les femmes et les hommes à l'impérieuse nécessité de sortir d'un système de représentation fortement sexiste.

Peuple et Culture affirme en permanence sa mission éducative de lutte contre toutes les inégalités. Sa grande proximité avec le tissu social et les acteurs locaux lui assigne un rôle complémentaire à celui des partis politiques

- qui ont leurs propres systèmes de formation - et aux associations spécialisées, de type féministe en particulier. Notre association s'est par ailleurs toujours préoccupée de l'égalité des chances entre femmes et hommes en organisant, notamment depuis une quinzaine d'années, des rencontres internationales sur le thème "femmes et pouvoir".

Pour toutes ces raisons, Peuple et Culture a choisi de monter un projet de formation nationale à la participation active des femmes à la vie de la cité - projet pour lequel nous avons sollicité une aide du Service des droits des femmes du ministère de la Solidarité entre les générations. Sa finalité réside dans la

volonté de favoriser l'engagement des femmes dans la vie politique et associative en vue d'atteindre la parité dans les lieux de décisions publiques. Trois objectifs opérationnels lui sont assignés :
- sensibiliser et informer les femmes et les jeunes filles sur la nécessité démocratique de leur engagement dans la vie publique ;
- former des femmes qui souhaitent s'engager mais hésitent à le faire s'estimant insuffisamment formées ou redoutant les difficultés ;
- accompagner les femmes qui se sont engagées et qui ressentent à la fois un besoin de formation complémentaire et la nécessité d'un soutien. Cette action de formation se déroulera dans trois régions d'implantation de Peuple et

Culture : l'Auvergne, le Languedoc-Roussillon et le Limousin.

Afin d'éviter les risques de stigmatisation souvent consécutifs à la conduite d'actions spécifiques, cette formation prendra les formes habituelles de l'intervention de Peuple et Culture dans ces trois régions : "Droits de question" en Limousin, poursuite des actions déjà réalisées autour de la "formation à l'engagement politique et associatif" pour le Crefad en Auvergne, organisation d'un séminaire destiné à des responsables sociaux pour Peuple et Culture Puy-de-Dôme, enfin, organisation de débats publics et interventions spécifiques dans les formations existantes pour le Languedoc-Roussillon.





Plaidoyer pour la dignité

Hommage à Emmanuel Roblès

En février dernier, nous apprenions avec tristesse le décès d'Emmanuel Roblès, de l'Académie Goncourt, âgé de 80 ans. Pendant plus de dix ans, Peuple et Culture a eu le privilège de l'accueillir dans son équipe nationale, lorsque la mort accidentelle, à 16 ans, de son fils Paul, lui a fait fuir son Algérie natale, en 1958.

Les responsables de nos groupes régionaux qui l'ont connu n'ont sans doute pas oublié cet animateur chaleureux, direct et efficace qui, jusqu'à sa retraite officielle, de Marseille à Dieppe, de Cherbourg à Valenciennes et à Caudry, etc, venait jusqu'à eux, en train ou en 4 CV, pour les aider à ouvrir des horizons aux déshérités de la culture.

Ce n'était pas un novice en ce domaine. Depuis 1948, au service de la "Jeunesse et de l'éducation populaire" de la colonie, il avait participé à la création et l'animation de bibliothèques à travers le territoire de l'Algérie. Il avait aussi créé, à Alger, "Le Théâtre de la rue", une jeune compagnie qui allait présenter les œuvres de Molière, de Beaumarchais, de John Singe, etc, depuis Oran jusqu'à de petits villages de montagne en Kabylie.

A son arrivée dans nos groupes locaux, il pouvait, selon la demande, parler des écrivains maghrébins d'expression française, de la poésie espagnole, du roman policier, de la fabrication d'un livre, des rapports entre littérature et cinéma (avec projection de films), ou raconter ses voyages à travers le Mexique - où il avait rejoint Bunuel, pour l'adaptation au cinéma son roman *Cela*

s'appelle l'aurore -, son séjour en 1957 au Japon, encore malade des séquelles de la bombe d'Hiroshima, 12 ans après son explosion... Et si le groupe éprouvait le besoin de parler de ses problèmes spécifiques il acceptait d'en discuter jusqu'à des heures tardives, avec une compétence accompagnée de discrétion.

Après la décolonisation, au début des années 60, il fut aussi chargé de mission en Afrique francophone, lors de la création de Culture et Développement qui travaillait en collaboration avec Peuple et Culture. Suivirent, en 1963 et 1964, deux tournées dans les centres culturels français de la jeune république algérienne, au temps du président Ben Bella.

En 1958, Roblès était déjà un écrivain célèbre, auteur d'une douzaine de livres, parmi lesquels des œuvres majeures, comme *Les hauteurs de la ville*, prix Fémina en 1948, *Montserrat* et *Cela s'appelle l'aurore*, aujourd'hui traduites en plus de vingt langues et qui lui ont valu une audience internationale. Il nous laisse, à sa mort, environ quarante œuvres, nourries à la fois d'une imagination toujours en mouvement et d'une expérience de vie peu ordinaire qu'il n'a jamais cessé d'enrichir.

Son ambition majeure était d'introduire dans une œuvre solidement construite, écrite en un langage limpide, « une somme véritable d'expériences contenant (ses) plus purs et (ses) plus durs reflets de sa découverte du monde » et toujours confrontée à celle des autres, car l'expérience

individuelle ne prend sa pleine signification que replacée dans un univers dont elle est seulement un élément. Ainsi, depuis sa quinzième année, a-t-il été à l'affût de tout ce qui concerne l'aventure humaine. Grand voyageur, il n'a cessé de parcourir le monde, surtout où il bouge, pour enrichir sa connaissance des hommes et des sociétés qu'ils ont créées, et aussi pour mieux se comprendre lui-même « dans les comportements différents que l'on adopte d'emblée, face aux variations imprévues du destin ». Le même souci l'anime quand il se passionne pour l'actualité ou quand, lecteur infatigable, il se plonge dans cette « mémoire de l'humanité » que sont les livres. Son témoignage s'insère dans un monde qui le déborde et s'élabore dans une réflexion qui le transcende, lui donnant cette universalité grâce à laquelle chacun se sent concerné.

Depuis son premier livre *L'action*, il n'a cessé de dénoncer les inégalités sociales, le racisme, l'exploitation et l'oppression de l'homme, le fanatisme et la violence aveugle, le culte de la puissance et de l'argent. Toute son œuvre est un plaidoyer pour la dignité de chacun et son épanouissement dans une liberté qui n'entrave pas celle des autres mais la conforte, dans un monde fraternel où l'on pourrait comme le souhaite un de ses personnages « vivre sans subir ni infliger l'humiliation ».

**Marie-Hélène
Chèze,
PEC Corrèze**



Aventures de l'EM 95

 L'Union
Peuple et
Culture

renouvelle son soutien à l'entraînement mental en coordonnant, en septembre prochain, une nouvelle rencontre de praticiens de l'EM à Chatenay-Malabry (du vendredi 22 septembre en soirée au dimanche 24 septembre après le déjeuner).

Renseignements et inscriptions : Jean-Rémi Durand-Gasselin, Union Peuple et Culture, 108 rue Saint Maur, 75011 Paris, tél. : (1) 49 29 42 80.

Université d'été 95

 Du jeudi 31 août 14h au dimanche 3

septembre même heure, aura lieu à Echirolles (38), la cuvée 95 des Universités d'été de Peuple et Culture sur le thème : *Travailler, créer, agir ensemble dans la cité : quels*

nouveaux enjeux pour l'éducation populaire ?

Cette année, à côté des conférences, cette rencontre sera aussi l'occasion de se retrouver et d'échanger autour d'ateliers de pratiques à dominante artistique et culturelle.

Renseignements et inscriptions auprès de Cathy Vivodtzev au siège de l'Union.

Du côté des livres

 L'Université d'été 95 permettra la présentation d'un ouvrage coordonné par Jean-François Chosson sur le thème *Peuple et Culture 1945-1995 : 50 ans d'innovation au service de l'éducation populaire*.

Voyage culturel

 Le groupe national culturel est en train de concocter un voyage culturel à Barcelone destiné aux militants et permanents de Peuple

et Culture. Ce voyage se déroulera du 28 octobre au 2 novembre 95. Un programme est en cours d'élaboration et sera prochainement diffusé à l'ensemble du réseau. D'ici là, si vous voulez en savoir plus, contactez Catherine Beaumont au siège de l'Union ou Evelyne Menou à l'Ifad Paillade (67 45 51 10).

Le travail aujourd'hui

 Peuple et Culture, en partenariat avec les associations Savoir et Compétence et AATT (association pour l'aménagement du temps de travail), projette la mise en place, pour l'automne-hiver 1995-96, d'une recherche-action intitulée "A propos du sens et de la place du travail aujourd'hui : vers le temps choisi ?". L'objectif de ce projet est, à partir de l'exploration de cette question par trois experts - Alain Chouraqui, Pierre Laroutou et Jacques Rigaudiat -, de dégager des

propositions ; puis, par l'intermédiaire de différents réseaux qui seront impliqués dans le projet - presse, syndicats, associations, représentants politiques, etc. - de donner à tout un ensemble de citoyens les moyens de comprendre et d'agir sur le devenir de la société. Pour plus de renseignements, contacter Cathy Vivodtzev au siège de l'Union.

Du côté des livres (suite)

 La formation à la médiation culturelle et artistique mise en place en partenariat avec le ministère de la Culture (DDF) et sept fédérations d'éducation populaire, dont Peuple et Culture, a donné lieu à la publication d'un ouvrage intitulé : *Passages public(s)*. On peut notamment y lire, en dehors de la reprise partielle de certaines interventions théoriques du stage, le point de vue du

ministère et celui des différentes fédérations concernées sur la question de la médiation artistique et culturelle. Ce livre peut être commandé au ministère par l'intermédiaire de l'Union Peuple et Culture.

Médiation culturelle

Cette formation à la médiation n'en reste pas là : une troisième session débutera en janvier 96. N'hésitez pas à nous contacter si, d'ores et déjà, vous êtes intéressé(e)s.

Du côté des revues

Nous tenons à vous annoncer la sortie d'une nouvelle revue - *Educations* - qui traite des divers systèmes éducatifs, de formation initiale et continue ainsi que des activités éducatives et des apprentissages réalisés. En son sein, on y retrouve des proches de Peuple et

Culture, comme Joffre Dumazedier, Jacques Hedoux, Gérard Mlekuz. Cette revue paraît tous les deux mois au prix de 45 F le numéro. Pour tout renseignement, contacter Emergences Editions au 20 47 08 77.

Promotion sociale

Peuple et Culture, en liaison avec l'Association pour le développement de la promotion sociale de Chambéry, prévoit d'organiser, à l'automne prochain, une journée sur le concept de promotion sociale et de son actualité. Une affaire à suivre...

Joffre Dumazedier

La journée consacrée à "l'itinéraire d'action et de recherche du président fondateur de Peuple et Culture" qui s'est tenue à Paris en avril dernier va donner lieu à une publication.

Si vous êtes intéressé(e)s, n'hésitez pas à vous faire connaître au siège de l'Union.

Equipements culturels

Le ministère de la Culture du précédent gouvernement a choisi de sélectionner directement des projets d'équipements culturels de proximité portés par des fédérations d'éducation populaire. Deux dossiers de Peuple et Culture - ceux de la Corrèze et de l'Ifad Paillade - ont été retenus sur un total de six projets financés. Toutes nos félicitations à leurs promoteurs mais aussi aux autres, dont les propositions ont malgré tout retenu l'intérêt des services de Jacques Toubon. Signalons d'autre part que, dans le même temps, le ministre a officialisé la constitution d'un Conseil Culture - Éducation populaire. Son objectif : capitaliser l'expérience acquise et mener plus

avant la réflexion commune. Ce Conseil se réunira une fois par an et devrait être doublé par des réunions en région.

Coopération institutionnelle

Cette année, la "fameuse" réunion de dépôt des dossiers OFAJ de l'année à venir aura lieu du 23 au 27 octobre au FIAP à Paris.

International suite

Le secteur international nous demande d'annoncer les deux rencontres suivantes :
- la réunion annuelle des "rencontres à thème" organisée par l'OFAJ du 20 au 23 octobre au FIAP ;
- un stage de "perfectionnement linguistique" et de "réflexion sur l'animation linguistique" organisé par PEC Puy-de-Dôme du 6 au 11 novembre.
Renseignements : 73 36 05 36

Associations adhérentes
Espaces IFAD de Peuple et Culture
Languedoc-Roussillon
(Information, formation, animation,
développement)
Associations affiliées

Peuple et Culture Haute-Normandie

2 rue St Gorgon BP 5
76380 Canteleu
Tél. : 32 83 35 77
Fax : 32 83 35 78

Peuple et Culture Loire-Atlantique

3 rue de Rieux
44000 Nantes
Tél. : 40 48 42 37
Fax : 40 48 42 61

Union Peuple et Culture

108-110 rue Saint Maur
75011 Paris
Tél. : 49 29 42 80
Fax : 43 57 62 42

Peuple et Culture Allier

BP 422
03107 Montluçon Cedex
Tél. : 70 03 94 07
Fax : 70 28 54 44

Accueil Paysan Relier

Maison des Jeux
9 rue de la Poste
38000 Grenoble
Tél. : 76 87 18 75
(Maison des Jeux :
76 43 28 36)
Fax : 76 87 73 21

Peuple et Culture Puy-de-Dôme

3 rue Gaultier de Biauzat
63000 Clermont-Ferrand
Tél. : 73 36 05 36
Fax : 73 36 38 36

ASFODEL

Le Pradel
07170 Mirabel
Tél. : 75 36 74 34
Fax : 75 36 76 02

CREFAD

9 rue Sous les Augustins
63000 Clermont-Ferrand
Tél. : 73 31 50 45
Fax : 73 31 15 26

IFAD Nîmes

36 rue Florian
30000 Nîmes
Tél. : 66 23 23 45
Fax : 66 23 20 54

Peuple et Culture Corrèze

rue Louis Mie
19000 Tulle
Tél. : 55 26 32 25
Fax : 55 26 88 95

IFAD Ganges

Maison de l'entreprise
Place Jules Ferry
34190 Ganges
Tél. : 67 73 64 05
Fax : 67 73 58 83

Peuple et Culture Languedoc-Roussillon

6 rue du Clos René
34000 Montpellier
Tél. : 67 92 12 80
Fax : 67 92 41 13

IFAD Espérazza

Place Elie Sermet
Zone artisanale BP 46
11260 Espérazza
Tél. : 68 74 28 84
Fax : 68 74 25 55

IFAD Institut

18 avenue de Maurin
34000 Montpellier
Tél. : 67 92 30 36
Fax : 67 92 50 54

IFAD Lodève

10 bis rue de la Sous-Préfecture
34700 Lodève
Tél. : 67 44 10 66
Fax : 67 44 25 12

IFAD Paillade

Cité Uranus Apt 546
rue de Bari
34080 Montpellier
Tél. : 67 45 51 10
Fax : 67 03 41 69

peuple et culture

Le numéro 13 de La Lettre de
Peuple et Culture a été tiré
en 1 700 exemplaires.

Directeur de la publication :

Jean-François Chosson

Conseillère de la rédaction :

Corinne Baudelot

Secrétariat de rédaction

et maquette :

Catherine Beaumont

Impression :

L'Arbre aux papiers,

Le Mans

ISSN : 1259-2331

Peuple et Culture

108 - 110 rue Saint Maur

75011 Paris

Tél. : (1) 49 29 42 80

la lettre de